



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [hebdo@sitecommunistes.org](mailto:hebdo@sitecommunistes.org)

Courriel : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

<https://x.com/PRCommunistes>

27/05/2026

## À propos du vote RN et du RN lui-même

Si on enlève dans la part de nos compatriotes, d'après les sondages majoritairement des ouvriers et des employés disant adhérer aux idées défendues par le RN, ceux et celles, antirévolutionnaires, ayant toujours soutenu les répressions contre les luttes populaires pour les droits sociaux et démocratiques des travailleurs, celles et ceux qui reprennent le flambeau des idées défendues par les fascistes de " l'État Français " pétainiste, héritiers de celles et ceux n'ayant pas hésité à dénoncer à la milice les résistants et encore ceux et celles qui ont approuvé, suivi les criminels de l'OAS durant la guerre coloniale menée par l'État français contre la lutte de libération nationale du peuple algérien, il faut prendre au sérieux la grande part restante de nos contemporains disant soutenir le RN.

Ils et elles ne sont ni des idiots, ni des ignorants des conséquences de leur choix, des moutons influençables non plus au point de suivre le premier beau parleur. Le vote RN, tout le montre est d'abord l'expression de leur consternation de voir leur environnement se défaire.

Ce vote RN, on le voit aussi est une forme de riposte au découragement que cela suscite. Ce refus de vivre dans un univers de plus en plus contraint pour les salariés et cette riposte aux entraves obligeant à vivre dans un univers apparemment sans issue, bénéficient de la forte capacité de l'imaginaire à envisager un avenir plus ouvert que semble offrir le RN. En contraste, sont largement discréditées les autres forces politiques, le duopole composé de l'union de la droite et du centre allié avec l'union de la gauche, aux affaires depuis des décennies pour mener la politique du capitalisme monopoliste.

Le monde du travail issu de la Seconde Guerre Mondiale, avec ses conquêtes sociales, est en effet en démantèlement. La mise en cause, partielle pour le moment, de la journée du premier mai, symbole de la force des salariés mobilisés, résume à elle seule ces démolitions. La durée du travail qui, depuis 1950, avait diminué après la réforme des 35 heures a recommencé à augmenter avec les autorisations diverses de dépassement. Les salaires et le pouvoir d'achat avaient crû, modérément mais régulièrement depuis la fin de la guerre, ont connu un arrêt dès 2015 puis une décroissance après 2021. Ces processus engagés depuis la politique de rigueur du gouvernement Mauroy, d'union de la gauche, en 1983, se sont accélérés dans la dernière période avec des gouvernements répondant tous, de *gauche* ou de *droite* de Hollande à Macron, à une exigence majeure du patronat : la baisse du prix de la force de travail comme contre-tendance à celle des taux de profits dans un contexte de concurrence féroce des monopoles capitalistes à l'échelle mondiale. Les retraités ont été affectés avec le recul de la date de départ de 62 ans à 64 ans en attendant la généralisation d'un système de retraite par capitalisation, celui-ci bénéficiera aux sociétés gestionnaires des fonds. Le droit du travail a été largement démantelé alors que le recours aux juges prudhommaux était restreint. La flexibilité est devenue, à partir de la loi El Khomri, du gouvernement socialiste de E. Valls de 2016, le maître mot des employeurs, facilitant les licenciements et permettant, à tout le moins, un contrôle plus minutieux des actes de travail ; flexibilité renforcée et étendue par les ordonnances Macron de 2017 qui assouplissent les règles de licenciements, réduisent les délais de recours, automatisent des procédures de licenciement. Les ouvriers et employés connaissent la logique du capital : ils savent que la désindustrialisation, accompagnée de la privatisation d'entreprises publiques, se justifie par le coût d'une main d'œuvre qualifiée, jugée onéreuse, repose sur des transferts de technologies, se faisant au profit des firmes multinationales. Ils savent aussi que les investissements proviennent de capitaux étrangers. . Dans ces conditions l'emploi devient plus problématique et conduit vers le chômage, le travail déqualifié, le précaire, l'auto-entrepreneuriat et le travail par intermittence, ainsi, le nombre de chômeurs d'environ 3.500.000 en 2015 est passé à environ 5.500.000 aujourd'hui, toutes catégories additionnées.

De ce fait, et quasi automatiquement, la probabilité de trouver un emploi ou de le garder diminue. De ce fait aussi la concurrence s'installe entre les travailleurs et travailleuses et devient, mécaniquement, plus âpre. Pour retrouver plus d'emplois et de sécurité d'emploi il faudrait réindustrialiser<sup>1</sup> –ce n'est pas le chemin emprunté ! Rétablir le droit du travail –il n'en est pas question ! ... Ou diminuer le nombre de compétiteurs conduit à souhaiter éliminer des concurrents - en l'occurrence les immigrés c'est le credo du RN.

Cette " solution " d'une mécanique d'apparence " rationnelle " ne l'est pas du tout. En effet, l'immigration est le résultat de facteurs nombreux, l'un d'eux et non des moindres renvoie aux situations de guerre, de répression qu'alimentent l'impérialisme de par le monde créant des contraintes économiques et sociales, telles que l'immigration apparaît comme le seul moyen de survie des populations concernées. Cette immigration nourrit, dans les métropoles capitalistes, la pandémie du Covid a mis en lumière les emplois les plus pénibles, appelés les emplois de la première ligne. De plus, le patronat a un besoin pressant de cette main-d'œuvre qu'il surexploite comme le montre l'exemple du bâtiment, où ils représentent 27% des ouvriers non qualifiés et 25 % des ouvriers qualifiés du gros œuvre. Il devrait, afin de maintenir le profit, réduire encore le droit du travail et faire baisser le prix de la force de travail<sup>2</sup>. Selon la DARES (direction de la recherche du Ministère du travail) les immigrés se concentrent en effet dans les postes de travail " *liés à des contraintes physiques, des limitations physiques, des contraintes de rythmes, du travail répétitif, des périodes de travail en dehors des plages de travail habituelles, un morcellement des journées de travail...* ".

En même temps que les conditions d'emploi se détériorent, le mode de gestion des salariés et les manières de diriger se sont totalement transformés. Pour mettre en place ces nouvelles modalités de fonctionnement de l'univers de travail il a fallu écarter tout groupe trop enclin à mettre en œuvre des valeurs prolétariennes de solidarité. Il fallait donc du point de vue du patronat défaire les collectifs lesquels sont à la base de l'action des salariés. Des lois multiples ont normalisé et enfermé les négociations avec les syndicats dans un " dialogue social " conçu comme la mise en scène de la collaboration de classe visant à désarmer les luttes des travailleurs. Un des exemples les plus frappants est celui des NAO où les questions salariales sont morcelées dans les entreprises loin d'une conception de branche qui permettait des initiatives de luttes solidaires. Plus encore ces transformations ont mené à défaire les groupes d'atelier ou de bureau dans lesquels s'élaboraient et se communalisaient les revendications et où elles s'élaboraient. L'effet de cette innovation organisationnelle voulue par le patronat a été d'imposer un individualisme isolant un peu plus chaque salarié. La mise en place des systèmes de primes personnalisées a renforcé cette tendance et augmente la vulnérabilité de chacun. Le rapport de l'OIT (Organisation internationale du Travail) de 2026 traite, entre autres, de la santé au travail disant clairement : " *la tension au travail, le faible sentiment de justice organisationnelle, un climat de sécurité psychosociale dégradé et un leadership inadéquat ont été systématiquement associés à un taux d'absentéisme médical plus élevé* ". Dans ces conditions, parce qu'appartenir à un groupe soutient dans les difficultés, les partisans du vote RN ont adhéré à sa proposition de **communauté** d'un peuple français.

Pourtant rechercher l'appui d'une communauté nationale est tout aussi illusoire. D'abord " l'identité " nationale française est faite de multiples " identités " : conquérants installés, origines régionales (alsaciens, corses, bretons, gascons, etc.) ont alimenté ce que l'on a appelé l'immigration intérieure au milieu du XIX<sup>e</sup>, plus près de nous, émigrés d'origine espagnole, portugaise, italienne, maghrébine, africaine. Les royaumes de France, les Empires, la République, ont reçu au long de leur histoire des émigrés (déjà vers 1340 un roi déclarait que quiconque, d'où qu'il vienne, posait le pied sur le royaume des francs devenait franc c'est à dire membre du royaume et libre). Ensuite cette identité elle-même est surtout un " identitarisme " prôné afin de faire croire à l'unité, amenant à haïr l'*Autre* et sert surtout ceux et celles que la Bourgeoisie, classe dominante, entendent utiliser comme fondés de pouvoir. Ceux et celles suscitant des passions " identitaristes " sont toujours destinés par la Capital à la conquête du pouvoir d'État. Croire que la communauté du peuple peut compenser la démolition des collectifs de travailleurs est une illusion alors que la lutte des classes est le facteur essentiel de la solidarité des salariés et que cette prétendue communauté sert justement à effacer la perception des classes sociales antagonistes.

Mais comme si le démantèlement de l'univers de travail ne suffisait pas, le monde de la vie quotidienne est lui aussi en train d'être déstructuré sous les effets des transformations d'un capitalisme qui avance de plus en plus dans la construction de l'achèvement du stade impérialiste. Dans les nombreux villages et dans les lotissements les entourant, éloignés des centres urbains, tout ferme : les boutiques d'alimentation ont disparu ; les boulangeries sont closes, le bazar n'existe plus, la poste se trouve maintenant à une dizaine de kilomètres, la ligne d'autobus comme le train ne s'arrêtent plus. L'école maternelle et l'école primaire risquent bien de fermer alors que les adolescents doivent parcourir souvent plus de 20 kilomètres le matin et le soir pour se rendre au collège. Dans ces conditions la vie sociale se dissout, les relations de voisinage se défont, le chacun pour soi devient la norme<sup>3</sup>. Dans les habitats locatifs des banlieues populaires sous des formes différentes se retrouvent les mêmes problématiques d'une vie plus dure et d'un avenir plus qu'incertain.

C'est dans ce contexte que nous devons nous poser la question du rôle politique du RN dans le dispositif des forces au service du capital. Cette question ne peut pas se poser en nous privant du concept de lutte des classes.

Le capitalisme, dans toute son histoire a toujours mis la puissance publique, à savoir l'État, à son service. Tout État est au service d'une classe dominante. **Revenir à la question de l'État, c'est d'abord rappeler le point de vue de Marx, Engels et Lénine<sup>4</sup> et de leurs critiques des courants opportunistes sur cette question décisive.** S'appuyant sur les travaux de Marx et Engels, Lénine dans son ouvrage " *l'État et la révolution* " cite longuement F. Engels dans : " *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* ". L'État, dit Engels en tirant les conclusions de son analyse historique : " *n'est donc pas un pouvoir imposé du dehors à la société ; il n'est pas davantage "la réalité de l'idée morale", "l'image et la réalité de la raison", comme le prétend Hegel. Il est bien plutôt un produit de la société à un stade déterminé de son développement ; il est l'aveu que cette société s'empêtre dans une insoluble contradiction avec elle-même, s'étant scindée en oppositions inconciliables qu'elle est impuissante à conjurer. Mais pour que les antagonistes, les classes aux intérêts économiques opposés, ne se consomment pas, elles et la société, en une lutte stérile, le besoin s'impose d'un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de l'"ordre"; et ce pouvoir, né de la société, mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger, c'est l'État*". L'État bourgeois est donc une structure destinée à canaliser les antagonismes de classe au profit de la classe dominante, celle des capitalistes. La politique de Reagan, celle de Trump, et chez nous des Hollande et Macron à des moments différents de l'histoire, est motivée par la concurrence sauvage entre multinationales et sa cause profonde : la baisse tendancielle du taux de profit. La politique du " néolibéral " Reagan est de même nature que celle du " libertarien » Trump ".

Nous ne devons pas mettre sur le même plan une classe sociale, et pas n'importe laquelle, la classe dominante, et un courant politique. Ce serait nier son statut de classe dominante, faire d'elle un rouage comme un autre d'un système dont on ne verrait pas la logique. Toutes les forces politiques non révolutionnaires sont au service de la classe dominante capitaliste. Au service, c'est-à-dire subordonnées. La classe capitaliste ne s'allie avec personne, elle décide d'utiliser X ou Y selon le rapport des forces, elle décide d'utiliser telle ou telle force politique pour des raisons de rapport de force. Si, aujourd'hui, le RN est passé du statut d'organisation d'opposition, chargé de fixer et stériliser les mécontentements à celui de force susceptible d'assurer la direction de l'État et du gouvernement, c'est simplement parce que la gauche, la droite et le bloc central, qui se sont succédés au pouvoir depuis 1958 sont usés jusqu'à la trame.

La seule façon efficace de mener la lutte contre le RN, n'est pas simplement d'en souligner et de combattre ses positions mais bien d'organiser et de mener la lutte de classe, école de l'élévation de la conscience politique des travailleurs prise contre le système capitalisme lui-même.

1 Nous avons montré que la désindustrialisation a été un choix délibéré de la grande bourgeoisie monopoliste et qu'il n'y avait aucune perspective sérieuse à la réindustrialisation s'en s'attaquer à la politique du capital monopoliste : <https://www.sitecommunistes.org/index.php/publications/documents/3876-paris-21-mars-2026-initiative-du-parti-revolutionnaire-communistes-reindustrialisation-un-combat-de-classe-vital-pour-le-changement-de-societe>

2 <https://www.sitecommunistes.org/index.php/le-parti/congres/2331-appel-du-9eme-congres-du-parti-revolutionnaire-communistes>

3 Conférence CUEM : Désindustrialisation : l'état des lieux, les processus et les cause ; [https://www.sitecommunistes.org/images/documents/article/2023/Confrence\\_dsindustrialisation.pdf](https://www.sitecommunistes.org/images/documents/article/2023/Confrence_dsindustrialisation.pdf)

4 <https://www.sitecommunistes.org/index.php/publications/documents/3182-letat-la-dictature-du-capital-sa-destruction-et-la-dictature-du-proletariat>